

TB/DA  
REPUBLIQUE FRANCAISE  
-----  
PREFECTURE de SEINE-et-MARNE

-----  
ETABLISSEMENTS DANGEREUX,  
INSALUBRES OU INCOMMUNES

N° 9761

C : 305

Arrêté n° 76 DAGR 2EC 124 portant  
révision de la situation administrative  
de la sucrerie exploitée à MONTEREAU  
FAULT YONNE, Route de Sens, par la  
S.A. GENERALE SUCRIERE dont le siège  
social est à PARIS 8ème, 23-25, avenue  
Franklin Roosevelt, et application à cet  
établissement des dispositions de l'instruc-  
tion ministérielle du 17 août 1973 relative  
aux sucreries, râperies, sucreries-distil-  
leries et sucreries-raffineries de better-  
aves (J.O. du 29 septembre 1973).

ETABLISSEMENT de 2ème CLASSE

Le Préfet de Seine-et-Marne  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU ensemble la loi du 19 décembre 1917 modifiée et le décret n°64.303  
du 1er avril 1964 relatifs aux Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes  
et notamment les articles 15, 31 et 32 dudit décret ;

VU le décret du 20 mai 1953 et les textes subséquents publiant la nomenclatu-  
re des Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes ;

VU l'instruction ministérielle du 6 juin 1953 relative au rejet des eaux  
résiduaires par les établissements classés comme dangereux, insalubres ou  
incommodes ;

VU l'arrêté préfectoral du 10 février 1965 modifié et complété déterminant  
en application de l'article 24 du décret du 1er avril 1964, les prescriptions générales  
à imposer aux industries rangées dans la 3ème classe ;

VU l'instruction ministérielle du 17 août 1973 relative aux sucreries,  
râperies, sucreries-distilleries et sucreries-raffineries de betteraves (J.O. du 29  
septembre 1973) ;

VU l'accusé de réception n°784 délivré le 22 juillet 1932 à la S.A. "Sucre-  
rie et Distillerie de MONTEREAU" concernant la déclaration de l'installation dans la  
sucrerie de Montereau d'un dépôt de 7 500 litres d'essence, accusé de réception  
annulé et remplacé par récépissé n°9761 bis du 19 juin 1975 visé ci-dessous ;

VU l'arrêté préfectoral n° 11-623 du 30 décembre 1932 autorisant la S.A.  
"Sucrerie et Distillerie de Montereau" à reprendre l'exploitation de la distillerie  
industrielle sise à MONTEREAU (activité supprimée) ;

VU les arrêtés préfectoraux des 15 février 1934, 8 novembre 1934, 24  
octobre 1935 et 12 janvier 1937 autorisant la S.A. "Sucrerie et Distillerie de  
Montereau" à installer divers dépôts d'alcool sur le territoire des communes de  
VARENNES sur SEINE et MONTEREAU (dépôts supprimés) ;

VU l'arrêté préfectoral n°2322 du 6 novembre 1951 autorisant le Directeur  
de la Sucrerie et distillerie de MONTEREAU à installer dans l'établissement susvisé  
un atelier de broyage et decublage de sucre ;

VU l'arrêté préfectoral n° 6876 du 2 novembre 1967 autorisant la Sucrerie BOUCHON-PAJOT à installer, dans la sucrerie de MONTEREAU, un dépôt de 12 tonnes d'ammoniac liquéfié, dépôt supprimé ;

VU l'arrêté préfectoral n° 69 DAGR ZEC 259 du 15 décembre 1969 autorisant la Société Générale Sucrière à installer, dans la sucrerie de MONTEREAU, un atelier de séchage de pulpes de betteraves et fourrages relevant de la 2ème classe des Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes par référence à la rubrique n° 153bis-1°, et de la 3ème classe par référence à la rubrique n° 246 ;

VU l'accusé de réception n° 8816 délivré le 3 octobre 1972 à la Société Générale Sucrière afférent à sa déclaration du 3 juillet 1972 concernant l'installation, dans son usine de MONTEREAU, d'un dépôt de 272 m3 d'acétylène et d'un dépôt de 560 kg de propane ;

VU la requête en date du 21 avril 1975, modifiée le 14 janvier 1976 et complétée les 3 et 6 février, présentée à la demande de l'Administration par M. Claude MAUNOURY, Directeur de la S.A. Générale Sucrière, dont le siège social est à PARIS 8ème, 23-25 avenue Franklin Roosevelt, à l'effet d'être autorisé à poursuivre l'exploitation de certaines activités exercées dans l'enceinte de la sucrerie située à MONTEREAU-FAULT-YONNE, route de Sens ;

VU les plans fournis à l'appui de cette requête ;

VU le rapport des 16 et 25 avril 1975 de M. l'Ingénieur en Chef des Mines, Chef de l'arrondissement minéralogique de PARIS, Inspecteur des Etablissements classés, faisant apparaître que cet établissement, créé en 1867, relève également par référence aux rubriques ci-après de la nomenclature :

- de la 2ème classe : rubriques n° 387/125-1°/153 bis-1°/202 bis-1°
- de la 3ème classe : rubriques n° 55/56/33bis/254-A-2°-c/3-1°/119-2°/206-1°-b/385 quater 2°-c/246. ;

VU l'accusé de réception n° 9761 bis délivré le 19 juin 1975 à la Société Générale Sucrière afférent à sa déclaration du 21 avril 1975 et concernant la poursuite d'exploitation des activités de 3ème classe ci-dessus visées ;

VU les avis émis par :

- le Directeur départemental de l'Equipeement
- le Directeur départemental de l'Action Sanitaire et Sociale
- l'Inspecteur du Travail
- l'Inspecteur départemental des Services d'Incendie et de Secours
- l'Ingénieur en Chef des Ponts et Chaussées, Chef du Service de la Navigation de la Seine, de la Marne et de l'Yonne
- le Directeur départemental de l'Agriculture
- le Chef de la Division de l'Equipeement de la Région S. N. C. F. de PARIS-SUD-EST
- l'Ingénieur en Chef des Mines, Chef de l'arrondissement minéralogique de Paris, Inspecteur des Etablissements classés
- le Maire de MONTEREAU FAULT YONNE
- le Sous-Préfet de PROVINS

VU l'avis émis par le Conseil départemental d'Hygiène dans sa séance du 2 juin 1976 notifié le 30 juin 1976 au pétitionnaire qui a présenté des observations, le 5 juillet 1976 ;

VU le rapport de l'Ingénieur en Chef des Mines en date des 30 juillet et 11 août 1976 ;

SUR proposition du Secrétaire Général de Seine-et-Marne,

A R R E T E :

ARTICLE 1er. - La Société Générale Sucrière, dont le siège social est à PARIS, 23-25 avenue Franklin Roosevelt est autorisée à poursuivre l'exploitation de la sucrerie située à MONTEREAU FAULT YONNE, route de Sens et dont les activités relèvent de la 2ème classe des Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes par référence aux rubriques suivantes de la nomenclature :

- 387 : Sucrerie
- 125-1° : four à chaux d'une production de 8200 tonnes de CaO
- 153 bis : Installations de combustion d'une puissance calorifique totale de 53.860 thermies/heure.

L'exploitant devra observer les prescriptions ci-après :

I - Sucrerie - application de l'instruction ministérielle du 17 août 1973.

1. - Prévention de la pollution de l'air

Les émissions de fumées provenant des sources de combustion de l'usine seront conformes aux instructions en vigueur - notamment à la circulaire du 24 novembre 1970, relative à la construction des cheminées pour disperser des gaz de combustion - et ne devront pas constituer une source de nuisances pour le voisinage.

Les émissions de vapeur ou d'odeurs provenant de l'usine ou des installations annexes - aires de stockage, bassins - ne devront pas constituer une source de nuisances pour le voisinage.

Les odeurs nauséabondes éventuelles devront être traitées.

2. - Prévention de la pollution de l'eau superficielle

Les caractéristiques des eaux résiduaires rejetées devront permettre au milieu récepteur de satisfaire les objectifs de qualité qui lui sont assignés.

3. - Prévention de la pollution des eaux souterraines

Le rejet direct ou indirect dans une nappe souterraine d'eaux résiduaires même traitées est interdit, sauf si une autorisation est accordée en application des dispositions prévues par le décret n° 73-218 du 23 février 1973 portant application des articles 2 et 6 (1°) de la loi du 16 décembre 1964.

4. - Protection des réseaux d'assainissement public

Le déversement d'eaux résiduaires industrielles dans les réseaux d'assainissement public est interdit.

5. - Prévention du bruit

Le niveau sonore des bruits émis par l'établissement ne devra pas être de nature à troubler la tranquillité du voisinage.

6. - Capacité de l'établissement

La capacité journalière maximum de betteraves traitées est de 3 800 tonnes.

Sera considérée comme agrandissement notable, toute transformation ou extension qui entraîne une augmentation de la capacité journalière maximum de traitement de betteraves supérieure ou égale à 25 p 100 par rapport à la capacité journalière maximum de la campagne 1973-1974 qui était de 3800 tonnes/jour.

.../...

## 7. - Transport, lavage des betteraves

Les eaux du circuit de transport et du circuit de lavage des betteraves seront recyclées pendant la campagne sucrière de telle sorte que les purges de déconcentration soient inférieures à 0,5 mètre cube par tonne de betteraves traitées.

## 8. - Extraction du sucre (diffusion)

Les "petites eaux" obtenues en diffusion ainsi que les "eaux de presse" seront recyclées intégralement en diffusion.

## 9. - Epuration des jus - Transport des résidus de défécation calco-carboniques

Le transport hydraulique des résidus de défécation calco-carboniques est interdit. Ces résidus seront stockés obligatoirement "à sec" sur une aire étanche munie d'un point bas où les eaux d'égouttage et éventuellement les eaux de pluie seront collectées et dirigées vers les bassins de lagunage.

## 10. - Eaux des condenseurs barométriques et d'évaporation

L'eau de refroidissement des condenseurs barométriques sera recyclée. Le fonctionnement des condenseurs barométriques en circuit ouvert est interdit. Les vapeurs condensées seront recyclées.

### 11. - a) Echangeurs d'ions

Les seules installations d'échangeurs d'ions autorisées dans l'établissement sont : celle installée à la décalcification des jus et celle utilisant le procédé Quentin. Les installations de déminéralisation des jus sucrés faisant appel aux échangeurs d'ions ne seront autorisées que sous la réserve de la mise en place d'un traitement des éluats de régénération qui ne conduise pas par tonne de betteraves traitées à un flux de pollution, avant les traitements envisagés au paragraphe 16, supérieur aux valeurs suivantes calculées sur effluent brut :

- 2900 grammes de DBO5 par tonne de betteraves traitées
- 4300 grammes de DCO par tonne de betteraves traitées
- 2000 grammes de MES par tonne de betteraves traitées

b) le rejet direct dans le milieu naturel des éluats de régénération des résines échangeuses d'ions utilisés dans l'établissement est interdit.

## 12. - Eaux de nettoyage des installations, eaux et jus de débordement, eaux pluviales

Toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien des ateliers et des installations, toutes les eaux et jus qui débordent à la suite d'incidents d'exploitation, toutes les eaux pluviales provenant des bâtiments et des cours doivent être collectées par un réseau d'égout calculé pour la pluie décennale et dirigées vers les bassins de décantation. Si certaines eaux pluviales s'avéraient non polluées, elles pourraient être restituées directement au milieu naturel sans traitement. L'accès au point de rejet de ces eaux doit être aménagé pour permettre des prélèvements.

## 13. - Eaux vannes

Les eaux vannes des sanitaires ou les eaux usées des lavabos et éventuellement des cantines, seront collectées par un réseau indépendant des autres réseaux d'eaux usées de l'usine et traitées conformément aux instructions en vigueur.

#### 14. - Prélèvements d'eau

Les prélèvements dans l'Yonne doivent pouvoir être connus exactement. Chaque installation qui sert au prélèvement d'eau sera munie d'un compteur volumétrique, ou horaire totalisateur. Ces compteurs devront être relevés régulièrement et les chiffres consignés dans un registre qui pourra être demandé par l'Inspecteur des Etablissements classés. Le prélèvement maximum d'eau par tonne de betteraves traitées sera de 1,5 m<sup>3</sup>, non compris les eaux propres qui servent au refroidissement.

#### 15. - Traitement des eaux résiduaires

a) L'établissement devra disposer de bassins étanches de capacité suffisante pour stocker la totalité des eaux résiduaires produites pendant la campagne. Tout rejet direct dans le milieu naturel d'eaux résiduaires non traitées doit être physiquement impossible. Les eaux résiduaires et les eaux recyclées circuleront entre l'usine et les bassins sous conduite étanche de façon à ne pas être à l'origine de nuisances pour les tiers.

b) Chaque bassin devra être équipé d'une échelle limnigraphique. Un relevé régulier de la cote du plan d'eau sera réalisé et le résultat consigné dans un registre qui pourra être contrôlé par l'Inspecteur des Etablissements classés.

c) Annuellement et au plus tard, un mois avant le début de la campagne, l'exploitant soumettra à l'agrément de l'Inspecteur des Etablissements classés, un plan de déstockage qui comportera les dates de début et de fin de déstockage et les règles de modulation des débits stockés. Toutes modifications que l'exploitant désire-rail apporter à ce plan de déstockage devra préalablement être signalée à l'Inspecteur des Etablissements classés.

d) Les eaux résiduaires rejetées dans le milieu naturel devront satisfaire aux conditions imposées au paragraphe 16. Le débit des eaux rejetées dans le milieu naturel sera enregistré en continu pendant la durée du déstockage.

#### 16. - Caractéristiques des eaux résiduaires rejetées dans le milieu naturel après épuration

##### a) Stockage dans des bassins puis déstockage

Le déstockage dans le milieu naturel des eaux résiduaires sera conduit de façon à réduire au minimum les effets du déversement sur le milieu naturel et dans ce but, on s'attachera à ce que l'augmentation de concentration de matière organique du milieu récepteur soit aussi faible et aussi constante que possible.

Pendant la durée du déstockage, des analyses de la DCO, de la DBO<sub>5</sub>, de l'effluent rejeté, seront faites aux frais de l'industriel selon la fréquence suivante :

- une analyse tous les 15 jours pendant les 4 premiers mois après la campagne.
- une analyse toutes les semaines pendant les 10 semaines suivantes
- une analyse tous les 15 jours ensuite.

Les analyses peuvent être faites dans le laboratoire de l'établissement mais tous les deux mois une analyse sera confiée à un laboratoire agréé.

Les enregistrements de débit et les analyses seront conservées par l'industriel et devront pouvoir être présentés à l'Inspecteur des Etablissements classés et au service chargé de la police ou de la gestion du milieu récepteur.

b) Si la pollution résiduelle rejetée lorsque les eaux sont déversées dans le milieu naturel selon l'objectif imposé en 16. -a) est compatible avec les objectifs définis aux paragraphes 2 et 3 ci-dessus, le traitement imposé sera le traitement minimal. Dans le cas contraire, l'établissement procèdera à un traitement plus poussé pour réduire le flux de pollution qui devra être conforme aux prescriptions qui lui seront imposées.

### Prévention de la pollution de l'air

#### 17. - Eaux recyclées

Les eaux recyclées pendant la campagne peuvent être le siège de fermentations à l'origine de mauvaises odeurs, les eaux devront être éventuellement traitées pour éviter l'apparition de ces mauvaises odeurs.

18. - La sucrerie de la Générale Sucrière à MONTEREAU est affectée de la priorité géographique I, en conséquence les objectifs fixés par les dispositions des paragraphes 1 à 17 ci-dessus doivent être atteints pour la campagne 1976-1977.

#### II - Pollution de la nappe phréatique.

Il sera procédé, aux frais de l'industriel, à une prise d'eau dans chacun des six piezomètres demandés par le Géologue officiel dans son rapport en date du 22 septembre 1975, suivant le programme ci-après :

- trois fois par an et à la demande de l'Inspecteur des Etablissements classés.

*laboratoire d'ARRAS*  
La DCC, les carbonates, sulfates, chlorures, nitrates, azote ammoniacal, phosphate, sodium, potassium, calcium et éventuellement tous les éléments susceptibles d'être présents dans les eaux stockées en quantité plus grande que dans les eaux des nappes sous-jacentes seront dosés sur ces prises d'eau.

Les résultats de ces analyses devront être périodiquement communiqués à l'Inspecteur des Etablissements classés et consignés dans un registre qui sera tenu à sa disposition.

#### III - Pollution atmosphérique

##### 1. - Installation de combustion

L'installation de combustion d'un pouvoir calorifique total de 5386,0 thermies/heure sera exploitée et aménagée conformément aux dispositions de l'arrêté interministériel du 20 juin 1975 relatif à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie.

La Générale Sucrière fera procéder à ses frais par une société agréée à la détermination de la moyenne annuelle de la concentration en polluant exprimée en milligramme de dioxyde de soufre par mètre cube, mesurée au lieu considéré.

La Générale Sucrière devra faire parvenir le résultat de cette étude à l'Inspecteur des Etablissements classés avant le début de la campagne 1977-1978.



Si le paramètre CM défini à l'article 16 de l'arrêté interministériel susvisé du 20 juin 1975 est égal à :

0,15  
0,17  
0,20  
0,22  
0,23  
0,24

la hauteur de la cheminée sera respectivement égale à :

50,50 m  
47,50 m  
43,50 m  
41,50 m  
40,50 m  
39,50 m.

En tout état de cause la vitesse d'éjection des gaz de combustion sera supérieure à 8 m/s. *vitesse d'éjection des gaz 15 m/s actuellement.*

Ces mesures devront être respectées pour le début de la campagne 1978-1979.

## 2. - Atelier de déshydratation

Les fumées émises par l'installation de déshydratation devront être lavées ou filtrées avant d'être envoyées dans l'atmosphère. *chambre de détente*  
*Pour l'installation de lavage n'est pas installée cyclones*

La teneur en poussière des fumées provenant de la déshydratation devra être inférieure à 150 mg/m<sup>3</sup>. *15 m/s actuellement en rejet*

En cas de perturbation ou d'incident affectant le traitement des gaz et ne permettant pas de respecter la teneur en poussière de 150 mg/m<sup>3</sup>, l'installation de déshydratation devra être arrêtée jusqu'à la remise en état des dispositifs d'épuration.

Une fois par an, durant la campagne de déshydratation, une analyse de la teneur en poussière des fumées sera effectuée par un organisme agréé, aux frais de la Générale Sucrière. *décembre. L'APPROVE*

Les quantités de poussières émises par la cheminée devront être contrôlées et enregistrées en continu. Les résultats des mesures seront tenus pendant un an à la disposition de l'Inspecteur des Etablissements classés. *(non) pas à une contrôle indirect.*

Le fonctionnement des appareils d'épuration, sauf si l'installation est équipée de filtres à manches ou à panneaux, devra être vérifié en permanence par des appareils de mesure munis d'enregistreurs. Ces bandes édictées seront tenues pendant un an à la disposition de l'Inspecteur des Etablissements classés. *cyclone 2 tritient annuel*

En cas de lavage humide des gaz, les eaux de lavage seront recyclées ou traitées par décantation avant rejet. Dans ce dernier cas, les conditions d'élimination des boues de décantation devront être précisées.

Les effluents gazeux devront être désodorisés afin d'éviter toute gêne au voisinage.

Ces dispositions seront applicables dès la campagne de déshydratation en octobre 1977.

.../...

#### IV - Déchets

L'établissement de la Générale Sucrière à MONTEREAU est soumis aux dispositions de la loi n°75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux. (J. O. du 16 juillet 1975)

Les déchets seront éliminés dans les conditions propres à éviter de porter atteinte à la santé de l'homme et à l'environnement.

Il devra être prouvé que les déchets sont éliminés dans les conditions prescrites ci-dessous.

A cet effet un registre d'élimination des déchets sera tenu à la disposition de l'Inspecteur des Etablissements classés. Sur ce registre seront portées toutes les opérations intéressant le traitement et l'évacuation des déchets avec les mentions suivantes :

- date de l'opération
- nature des déchets
- caractéristiques physiques
- quantité
- (le cas échéant) entreprise chargée de l'élimination ou de la récupération
- destination et mode d'élimination.

Un extrait trimestriel du registre sera établi pour les déchets liquides boueux ou pâteux et adressé à l'Inspecteur des Etablissements classés.

#### V - Four à chaux

L'exploitant devra respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 10 février 1965 reprenant les dispositions de l'arrêté type afférent à la rubrique n°125 de la nomenclature (texte joint).

#### VI - Dépôt de fuel lourd

Le dépôt de fuel lourd sera soumis aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 13 juin 1975 reprenant les dispositions de l'arrêté type afférent à la rubrique n° 202 bis de la nomenclature (texte joint).

.../...



ARTICLE 2. - Le permissionnaire devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le Livre II du Code du Travail et aux décrets réglementaires et arrêtés pris pour son exécution dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 3. - ~~Les conditions ci-dessus devront être réalisées dès la mise en fonctionnement de l'établissement qui ne pourra dépasser le délai de deux ans, à compter de la date du présent arrêté.~~

La présente autorisation sera périmée si l'établissement n'a pas été ouvert dans le délai fixé ci-dessus ou n'a pas été exploité pendant deux années consécutives, sauf dans le cas de force majeure (article 20 du décret du 1er avril 1964).

ARTICLE 4. - Faute par le permissionnaire de se conformer aux conditions sus indiquées ainsi qu'à celles qui pourraient lui être prescrites ultérieurement par des arrêtés complémentaires dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques et de la commodité des voisins, la présente autorisation pourra être suspendue sans indemnité.

ARTICLE 5. - Tout transfert de l'établissement sur un autre emplacement, toute transformation dans l'état des lieux, dans la nature de l'outillage et du travail, toute extension de l'exploitation entraînant une modification notable des conditions imposées par l'arrêté d'autorisation, nécessitera une demande d'autorisation complémentaire qui doit être faite préalablement aux changements projetés (article 31 du décret du 1er avril 1964).

ARTICLE 6. - Si l'établissement change d'exploitant le successeur ou son représentant sera tenu d'en faire la déclaration au Préfet, dans le mois qui suivra la prise de possession.

La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers (article 12 de la loi). Elle est délivrée dans le cadre de la législation sur les établissements classés et ne préjuge pas des décisions relevant d'autres domaines (permis de construire, occupation du domaine public, autorisation de défrichement).

ARTICLE 7. - Les arrêtés préfectoraux des 30 décembre 1932, 15 février 1934, 8 novembre 1934, 24 octobre 1935, 12 janvier 1937 et 2 novembre 1967 sont abrogés.

ARTICLE 8. - Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire par  
M. le Maire de MONTEREAU FAULT YONNE

Un extrait énumérant les conditions imposées et faisant connaître qu'une copie de l'arrêté est déposée aux archives de la Mairie sera affiché en Mairie et inséré par les soins du Maire et aux frais de l'industriel dans un journal d'annonces légales du département.

Un procès-verbal constatant l'accomplissement de cette double formalité sera adressé à la Préfecture dans le moindre délai.

Ampliation du présent arrêté sera transmise à

M. l'Ingénieur en Chef des Mines, Chef de l'arrondissement minéralogique de Paris, Inspecteur des Etablissements classés, chargé de vérifier si les conditions ci-dessus indiquées ont été remplies exactement.

Melun, le 26 AOUT 1976

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,

Signé : Ph. LOISEAU

**Destinataires :**

- le pétitionnaire
- le Sous-Préfet de PROMINS
- le Maire de Montereau Fault Yonne
- le Directeur départemental de l'Equipement
- le Directeur départemental de l'Action Sanitaire et Sociale
- l'Inspecteur des Etablissements classés

Ingénieur en Chef des Mines

- l'Inspecteur départemental des Services d'Incendie et de Secours
- l'Inspecteur du Travail
- le Directeur départemental de l'Agriculture
- l'Ingénieur en Chef des Ponts et Chaussées, Chef du Service de la Navigation de la Seine, de la Marne et de l'Yonne.
- le Chef de la Division de l'Equipement de la Région S. N. C. F. de Paris-Sud-Est

POUR AMPLIATION

Pour le Secrétaire Général et par délégation  
le Chef de Bureau,



*L. Beeton*